

L'INDEPENDANCE ESPAGNOLE,

SEUL ORGANE INTERNATIONAL, PARAISSANT TOUS LES JOURS A MADRID,

JOURNAL POLITIQUE, INDUSTRIEL, AGRICOLE, FINANCIER, COMMERCIAL ET LITTÉRAIRE.

Ce journal paraît en deux éditions : Le matin, en ESPAGNOL; et le soir, EN FRANÇAIS.

Este periódico sale en dos ediciones: Por la mañana, en ESPAÑOL; y por la tarde, en FRANCES.

A MADRID, — tout ce qui concerne la Rédaction doit être envoyé à M. Breistoff de Rochebrune, Directeur Général, rédacteur en chef, Calle del Sordo, 37.
Pour les abonnements, les réclames, les annonces à insérer, s'adresser à l'Administration du JOURNAL, Calle del Sordo, 37; ou chez MM. Bailly-Ballière et Duran, libraires.

PRIX D'ABONNEMENT:

	1 mois.	3 mois.	6 mois.	1 an.
MADRID	16 rs.	45 rs.	90 rs.	180 rs.
PROVINCES	20	60	120	240
FRANCE ET AUTRES PAYS.	6 fs.	18 fs.	36 fs.	72 fs.
OUTRE-MER, LES ANTILLES ET LES COLONIES.	8	20	40	80

Les abonnements commencent le 1 et le 15 de chaque mois.

Pour les abonnements, les annonces et les réclames à insérer, s'adresser :

DANS LES PROVINCES, chez tous les libraires; à Barcelone, chez M. Bonnebault, libraire, Rambla del Centro.

A LISBONNE, chez M. Plantier, libraire.

A PARIS (pour toute la France), à l'Agence du JOURNAL, chez M. Ern. Clair, rue St-Marc, 30.

A LONDRES, Leicester Square, 49.

A BRUXELLES, à l'Office de publicité, Montagne de la Cour.

AVIS.

Les personnes qui, ayant reçu le journal jusqu'aujourd'hui, à titre d'essai, désiraient s'y abonner, sont priées de vouloir bien adresser à l'administration le montant de leur abonnement, soit en timbres-poste, soit en mandat sur la poste, si elles ne veulent se voir supprimer l'envoi du journal.

Les abonnements courent à compter des 1^{er} et 15 de chaque mois.

Nos correspondants sont prévenus que toute demande d'abonnement ou d'insertion d'annonces qui ne serait pas accompagnée de son montant, sera considérée comme nulle et non avenue.

L'administration reçoit en paiement les timbres-poste de l'Espagne et de l'étranger.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE PARTICULIÈRE.
DE L'INDEPENDANCE ESPAGNOLE.

Dépêche reçue le 22 avril à 5 heures du soir.

Paris. — 3 p. 30, extérieur.
Fonds espagnols. — 11. Intérieur.
Dette différée. — 11. Amortissable.
Fonds français. — 4 1/2 p. 100, 25.
Fonds anglais. — 3 p. 100, 96 3/4 à 96 7/8.

BOURSE DE MADRID.

3 p. 100, consolidé 39-45.
11. Intérieur. — 11. Amortissable.
Dette différée. — 11. Amortissable.

MADRID 22 AVRIL.

LE DROIT INTERNATIONAL.

L'attitude de la France et de l'Angleterre à l'égard de l'Espagne préoccupent, à juste titre, l'opinion, et nous comprenons que les esprits, même les moins inquiets, se demandent, parfois, si la politique de ces deux puissances continue à offrir à la nation espagnole les mêmes garanties d'entente, de bienveillance et de protection, s'il ne faut, contre les adversaires du dehors ou les ennemis du dedans.

La Iberia publiait, il y a peu de jours, un article dans lequel elle s'attachait à prouver que le gouvernement impérial de France a tout intérêt à s'accorder à aucun appui aux partisans carlistes, et que, son origine, ses tendances, ses actes antérieurs lui font un devoir de soutenir énergiquement, contre leurs tentatives, l'existence du gouvernement constitutionnel.

Notre conviction est, absolument la même, et si nous différons d'opinion avec notre très estimable confrère, c'est uniquement sur quelques-uns des motifs qu'il invoque à l'appui de cette affirmation. Quant au fond, il est dans le vrai; et la politique que poursuit la France depuis l'avènement du second empire, prouve hautement la sollicitude de Napoléon III pour la paix, la prospérité, la sécurité tant de fois menacées de l'Espagne et de sa monarchie.

FEUILLETON

DE L'INDEPENDANCE ESPAGNOLE.

M^{LE} DU ROSIER.

M^{LE} Alexandrine du Rosier était en 1852 une des personnes dont le nom revenait le plus souvent dans la conversation des bourgeois de Moulins. Ce n'est pas qu'il y eût dans sa conduite quelque chose qui prêtât aux caquets, et moins encore aux médisances; mais elle était belle, et on la croyait riche. Sa jeunesse et son caractère aidant, il n'en fallait pas davantage pour attirer sur elle l'attention de toute la ville. A vingt-et-un ans, M^{LE} du Rosier passait pour l'un des partis les plus considérables du département. Elle tenait par sa mère, d'une bonne maison de Gannat, à la vieillesse du Bonhomme, et par son père, quelque temps maître de forges et propriétaire, à la bourgeoisie industrielle du pays. Elle avait les yeux bleus, de beaux cheveux châtain, beaucoup d'élégance dans la taille et un grand air qui l'eussent fait remarquer partout, lors même qu'elle n'aurait point eu d'alliances et de fortune. L'hôtel qu'elle habitait était situé dans la partie haute de la ville; il datait du commencement du dix-huitième siècle, et un tapissier de Paris en avait meublé les vastes appartements, enrichis de dorures et de trumeaux. C'était un homme que d'y être reçu. L'évêque y disait quelquefois. Avec la dot qu'on lui supposait et les avantages naturels que le hasard lui avait prodigués comme à souhait, on s'e-

Hier, le même journal examinait au même point de vue l'attitude de l'Angleterre. La conclusion ne pouvait être douteuse, et les vues du gouvernement britannique, à cet égard, ne sauraient être suspectées. Un pouvoir fondé sur des bases aussi libérales, qui soutient au dehors avec une ardeur systématique les gouvernements libéraux, ne se fera jamais, évidemment, ni en secret ni ouvertement, le protecteur d'une restauration monarchique-absolutiste.

Pour ces deux nations, rien n'est plus évident, plus incontesté; et lors que nous disions en commençant que la politique de l'Angleterre et de la France devait, en diverses circonstances, préoccuper gravement l'Espagne, ce n'est certes pas à ce sujet qu'il nous faisions allusion. Les espérances de la fraction carliste sont de celles qui n'ont ni avenir, ni point d'appui dans l'esprit public, ni force matérielle pour l'emporter; les discuter n'a donc d'autre résultat que de leur donner une importance toute gratuite.

Aussi n'est-ce pas sur ce point très-secondaire que nous avons voulu fixer nos observations.

Mais il est, dans les arguments que notre honorable confrère emploie pour justifier son attitude à l'égard de l'Angleterre, des hérésies de droit public, des oublis historiques qu'il nous paraît utile de ne pas laisser sans rectification, avec d'autant plus d'à propos qu'il sont en opposition directe avec les principes de loyauté internationale que nous ne cessons et que nous ne cesserons de défendre.

La Iberia loue la Grande-Bretagne de ne pas changer de politique extérieure lorsqu'elle remplace ses ministres; elle la loue de ne se préoccuper dans tous ses actes que de sa force et de ses intérêts; elle espère, enfin, que tous les faits accomplis par le cabinet de lord Palmerston seront résolument soutenus au congrès de Paris, par ce seul motif qu'ils sont des faits accomplis en vue de l'intérêt britannique.

Il est bien des cas où cet éloge est justifié et, comme le juge notre estimable confrère, c'est en suivant un programme aussi absolu que l'Angleterre a élevé sa puissance au degré où nous la voyons aujourd'hui.

Qu'a-t-elle fait depuis un siècle? Elle ne s'est préoccupée ni des obstacles, ni des distances à franchir, ni de la légalité; elle a marché, elle a conquis; elle a pris Malte, Corfou, Banz, Périm, Gibraltar longtemps avant, absolument comme les États-Unis, viennent de prendre Rome dans l'archipel Taffien, et comme ils tenteront un jour de se saisir de Cuba!

L'Iberia elle-même rappelle une partie de ces conquêtes; elle cite Périm, et son sentiment du droit public ne se ravale pas; elle cite Gibraltar, et son sentiment national ne se réveille pas jusqu'à la bouillie; — elle connaît les dangers qui menacent Cuba, et elle ne sent pas en elle des élans de patriotisme et de loyale indignation contre un système de politique qui, nous l'avons dit ailleurs, ne connaît ni propriété territoriale, ni droit des gens, lorsque la voix « de son intérêt » lui commande d'oser!

Et la Iberia, laissant aux yeux de ses lec-

teurs sans protestation une théorie semblable, annonce avec satisfaction, avec admiration, que l'Angleterre ne se d'jugera pas; que le cabinet Derby défendra au sein du congrès la puissance Périm, quoique ce soit un des actes du ministère Wigt dont lord Palmerston était le chef, uniquement parce que c'est un fait accompli et que l'intérêt du pays l'a motivé.

Que fait-on donc en Europe aujourd'hui du droit des gens? Qu'une île se nomme Corfou, Malte ou Périm, qu'elle se nomme la Corse, Palma ou Cuba, le principe sacré de l'inviolabilité nationale n'est-il pas toujours le même?

Nous craignons en effet, comme l'espère La Iberia, que l'Angleterre soutienne sa conquête de Périm; nous craignons même que, par suite de la timidité ou de l'impuissance du Sultan, elle ne la conserve; mais notre honorable confrère ne juge-t-il pas que le cabinet Derby s'honorerait en reconnaissant l'équité des réclamations de l'Europe?

Peut-être nous objectera-t-il à cela que le système anglais doit rester anglais, et que c'est aux autres nations à faire prévaloir, si elles en ont l'énergie et la force, la cause du droit violé.

Ceci est à moitié vrai, mais il est une loi qui n'est ni anglaise, ni sarde, ni espagnole, ni française, qui est de tous les temps et de tous les pays, c'est la loi de l'équité et de la moralité politique.

Justifier un coupable parce qu'on n'aurait pas trouvé au début un agent correctif pour l'arrêter, serait la négation d'une loi sociale.

Il ressort évidemment de ces considérations que notre confrère a fondé son admiration sur des faits inacceptables, et sur des événements qu'un écrivain espagnol (moins que tout autre) peut admettre s'il songe à Gibraltar, s'il se souvient des agressions du ministre Pitt sous Charles IV, et de la ruine des immenses colonies espagnoles en Amérique, commencée en 1810 à l'instigation de l'Angleterre et des États-Unis.

Quant à l'appréciation du même article sur l'affaire de Cagliari et qui est justement l'opposé de ce que nous écrivions il y a trois jours nous n'insisterons pas longuement. Soyons francs: qu'il y ait au fond de cette contestation? Une mauvaise querelle faite par le Piémont au gouvernement napolitain; une preuve de plus de cet antagonisme qui les sépare, antagonisme que leur politique si contraire et leur ambition commune sur la Péninsule italique a expliqué depuis le premier jour.

L'appui que l'Angleterre donne à la cour de Turin se motive, plus facilement encore, par l'hostilité ouverte qui règne entre Londres et Naples. Toute la vérité est là, et la presse de tous les pays, le gouvernement britannique lui-même n'hésiterait pas à soutenir le cabinet piémontais si (les rôles étant inversés) la Sardaigne avait capturé un navire napolitain venant chargé d'armes et de révoltes, faire un appel aux forçats et jeter sur la ville de Gènes tous les désastres de la guerre civile la plus odieuse.

Que dirait la Iberia si un vaisseau, portant un petit bataillon de ces carlistes qu'elle combat si ardemment, venait menacer Cadix d'une insurrection, et si le gouvernement dont on

aurait emprunté le navire et le pavillon pour cette entreprise de pirates, soulevait un *casus belli* contre le cabinet espagnol, parce que sa marine de guerre aurait arrêté dans sa marche la bande des factieux?

Notre estimable confrère appréciera sans doute que nous raisonnons sans partialité.

Incontestablement, nous avons pour l'Angleterre une haute admiration. Sa grandeur soutenue, l'esprit national de ses populations, leur vénération pour l'autorité royale et leur fier libéralisme, sont de nobles et grandes qualités qui commandent le respect.

Mais, pour que cette admiration soit intelligente et impartiale, il importe de ne l'accorder jamais à des fautes qui altèrent sa gloire; à des principes d'envahissement extérieur qui sont une violation du droit public et une menace permanente pour l'Espagne comme pour toutes les autres nations.

A. DE LAMNAU-ROLLAND.

A peine les bruits de crise ministérielle qui ont circulé ces jours-ci avec tant de force dans Madrid, ont-ils été étouffés, que déjà l'on parle de tentatives qui seraient faites contre l'ordre public, soit par un parti à jamais vaincu, soit par les adeptes d'une école fanatique qui, heureusement pour l'Espagne, compte peu de prosélytes.

Nous qui apprécions froidement la valeur de toutes ces rumeurs, nous ne saurions trop mettre nos lecteurs en garde contre ces malveillantes insinuations.

Moins que jamais, l'ordre ne peut-être troublé en Espagne. — La politique a fait son temps: les partis se désolent. — L'attention publique se porte aux affaires, à l'industrie, au développement de l'agriculture, au progrès enfin!

Qui donc oserait aujourd'hui arborer le drapeau de la révolte? Les agitateurs ne sont-ils pas convaincus à l'avance que la réprobation unanime du pays accueillerait toute tentative insensée.

Il n'y pas de sédition possible parce que personne n'a d'intérêt à en faire. L'Espagne a aujourd'hui horreur de ces mouvements sans résultats qui ne l'ont que trop déchiré et épuisé ses forces.

A. BREISTOFF DE ROCHEBRUNE.

Nous avons reproduit avant-hier la dépêche télégraphique arrivée de Paris annonçant la déclaration de guerre à l'Espagne par les États-Unis.

Personne ne s'est occupé d'en connaître l'origine. Immédiatement on s'alarme, on s'agite, on discute, on exige en pleine Chambre, et sans accord préalable, des explications du gouvernement; on sème l'inquiétude dans les esprits! Cette conduite est-elle sage? Nous laissons à tous les hommes sages le soin de la qualifier!

L'organe officiel de Madrid publie aujourd'hui la dépêche suivante, reçue par le gouvernement en réponse à celle qu'il avait adressée à Paris:

« Le duc de Rivas à son excellence M. le ministre de l'Intérieur:

« La dépêche privée reçue à Madrid, annonçant le projet de présenter au Congrès des États-Unis, un message de déclaration de guerre à l'Espagne, m'a saisi de la douleur d'une lettre particulière publiée dans le journal La Patrie.

« Cette lettre semble être écrite par un corres-

pondant vulgaire et manquant absolument de renseignements. »

Ainsi tombent d'eux-mêmes tous ces bruits faucheux; on prend des nouvelles où on les trouve, on lance des dépêches télégraphiques sur tous les points, on alarme le pays, peu importe, tout cela pour démentir le lendemain ce qui a été dit la veille.

C'est à ne pas y croire, et nous n'avons pas de paroles assez énergiques pour condamner ce système.

Aux termes du projet de loi que le Sénat approuva définitivement hier, le gouvernement adjuera en licitation publique et sous les prescriptions de la loi générale des chemins de fer, la ligne de premier ordre qui, s'embranchant à Palencia avec celle de San Isidro de Dueñas à Alar, passera par Leon, entrera en Galice par le pont de Domingo Florès et se dirigera pour aboutir aux ports de la Corogne et de Vigo. On considérera, comme faisant partie de cette ligne, celle qui, partant de Leon, ira jusqu'au port des Asturies, et celle qui, partant de Medina del Campo et passant par Navia del Rey et Toro, aboutira à Zamora.

G. DE LAGNY.

ROUTES ET CHEMINS.

Il est impossible de calculer les pertes causées à l'Espagne par le déplorable état de ses voies de communication et l'insuffisance de ses moyens de transport. Nous l'avons dit: jamais pays ne fut plus riche en ressources naturelles, et cependant ses habitants sont restés pauvres au milieu de tant de précieux trésors, alors que d'autres contrées beaucoup moins favorisées du Ciel s'élançaient, à pas de géants, dans la voie du progrès et du bien-être général. Pourquoi, si bien équipée au départ, la Péninsule est-elle restée si longtemps en arrière, si loin du point d'arrivée? Parce qu'elle a négligé de tracer les routes qui pouvaient aider sa marche, parce qu'elle n'a pas multiplié les chemins qui devaient lui permettre de déployer ses forces dans tous les sens et de ravitailler sans cesse ses armées de travailleurs.

Que résulte-t-il aujourd'hui de cette faute dans la stratégie du travail, faute inspirée peut-être par l'esprit de défiance qui animait les provinces les unes contre les autres, et consacrée par une indifférence de plusieurs siècles? Ici ces immenses terrains qui auraient pu si facilement devenir le grenier de l'Europe, nourris à peine la population d'une province; là ces gisements inépuisables de minerais qui auraient dû alimenter les bras de plusieurs millions de familles espagnoles ne profitent guères qu'aux usines de l'étranger.

De quelque côté que nous tournions nos regards, nous voyons des pertes énormes de force et de travail, occasionnées spécialement par le manque de voies de communication et l'insuffisance des moyens de transport. Imaginez-vous que le cultivateur, même intelligent, soit en quelque sorte condamné à laisser en friche ses terres les plus généreuses, ou bien à n'en émettre qu'une partie avec un araire qui date des Romains, parce qu'il manque de chemins et d'animaux pour transporter ses engrais et

bonne noblesse du Nivernais, et de son vivant gentilhomme ordinaire de la chambre du roi sous Charles X. Veuve à trente-cinq ans et âgée alors de cinquante-six à cinquante-sept ans, Mme de Fougères était une grande personne, sèche, maigre et couperosée, qui ne manquait pas d'une certaine distinction. Elle avait d'excellentes manières et le parler fort doux, excepté lorsqu'un sentiment de colère l'animait. Alors elle perdait toute mesure et s'oubliait dans des emportements où l'on voyait toute la violence de son caractère et la fougue d'un sang dont rien n'avait pu tempérer l'aridité. Ceux qui la connaissaient bien lui reprochaient une excessive parcimonie, bien qu'à la mort de son mari elle se fût trouvée à la tête d'une immense fortune, et une extrême vanité, à l'aide de laquelle la baronne pouvait quelquefois dissimuler son penchant à l'avarice, mais qui ne le détruisait pas. Mme de Fougères n'avait pas de enfants. Le baron, qui était un homme de plaisirs, l'avait fort négligée pour courir les aventures. Mariée, elle vécut dans le célibat, et veuve elle en voulut à tout le monde de l'indifférence de son mari. Elle arrivait chaque année à Moulins vers le mois d'avril et descendait chez son beau-frère, qui deux ou trois fois lui confia sa fille aînée pour la conduire à Paris. En l'absence de Mme de Fougères, qui ne donnait jamais plus de vingt francs aux domestiques après un séjour de quatre ou cinq mois chez de M. du Rosier, Alexandrine et Louise étaient placées sous la direction d'une institutrice; mais le gouvernement de la maison appartenait à Mlle du Rosier, qui savait y maintenir à la fois un ordre sévère et une grande abondance en toutes choses.

donner les façons susceptibles de centupler ses récoltes. Les récoltes! Dans tous les pays civilisés, plus elles sont abondantes, plus vive est la joie de ceux qui les obtiennent; ici, elles sont un embarras, et cela se comprend, la circulation en est dix fois plus chère que la production!

Des industriels étrangers viennent acheter en Espagne des quantités considérables de minerais, et, au lieu de les travailler sur le lieu même d'extraction, ils les exportent au fond de l'Angleterre, de la Belgique ou de l'Allemagne. Ainsi, les calamines de Santander, par exemple, vont approvisionner les fours de la Vieille-Montagne et, après avoir subi une foule de chargements et de déchargements, traversé les mers, remonté les fleuves, parcouru plusieurs centaines de kilomètres dans les wagons du chemin de fer, elles laissent encore un bénéfice raisonnable à ceux qui les exploitent de cette manière. Combien ne gagneraient donc pas les industriels établis en Espagne s'ils avaient des voies de communication qui leur permettraient de s'approvisionner, à bon compte, de combustible et de matières premières, en même temps qu'elles leur assureraient des débouchés faciles et économiques dans tous les centres de consommation!

Le cuivre et le mercure, fabriqués et préparés, coûtent généralement plus cher en Espagne qu'en France, qu'en Angleterre, et qu'en Allemagne, c'est-à-dire, plus cher que dans les pays tributaires de ses minerais. On ne croira pas facilement à une pareille anomalie, quand on saura que l'Espagne recèle dans son sein plusieurs milliards de quintaux de minerais de cuivre, et que ses mines de mercure lui assurent le monopole de tous les marchés du monde, sans en excepter même celui de la Californie. C'est l'Angleterre qui fournit de houille les quelques industries de l'Espagne, et cependant celle-ci possède des mines de charbon d'une richesse et d'une qualité bien reconnues; mais les voies de communication sont tellement défectueuses, les moyens de transport, tellement insuffisants, que la tonne de charbon de terre, expédiée de la Castille, se paie quelquefois 130 fr. à Madrid, quand elle pourrait être livrée à la consommation, au prix de 50 à 55 fr. en moyenne.

Nous pourrions citer une quantité prodigieuse d'articles qui coûtent quarante pour cent de plus, en Espagne, qu'en France et qu'en Angleterre. Il en résulte naturellement des conséquences extrêmement fatales pour le pays: D'abord, les habitants s'appauvrissent, non seulement de tous les excès de la cherté, mais encore de la perte de tous les bénéfices qu'ils pourraient réaliser eux-mêmes; ensuite les ouvriers restent en danger et un fardeau pour la société, puisqu'ils n'apprennent pas à travailler et à s'affranchir eux-mêmes de la misère par l'abondance de leurs salaires. L'indifférence, l'inertie, la pauvreté régissent partout où devraient circuler la vie, la richesse, toutes les forces agricoles, industrielles et commerciales de l'Espagne.

Tous les hommes de bon sens s'associeront, sans nul doute, à nos appréciations sur le rôle capital que jouent les bonnes voies de communication dans le développement de la fortune des nations; tous demanderont, avec une égale énergie, la construction d'un vaste réseau de routes et de chemins vicinaux qui, venant aboutir aux grandes voies ferrées dont nous parlerons plus tard, doteront enfin l'Espagne du plus indispensable, du plus productif des instruments de travail. C'est par là que l'on doit commencer l'outillage national; si l'on ne veut pas que la production et la consommation continuent à être grevées de frais excessifs qui placent le pays sous la dépendance de ses voisins et des contrebandiers.

Les particuliers ne peuvent évidemment pas se charger d'entreprendre, à leurs frais, l'exécution des travaux d'utilité générale qui, sous le nom de routes et de chemins, sont destinés à porter partout l'abondance et la vie. C'est l'Etat, ce sont les provinces et les communes qui doivent, en pareil cas, s'armer d'initiative, faire appel à tous les élans de patriotisme pu-

blie ou local, provoquer des souscriptions, organiser de puissantes associations en faveur de la grande et de la petite vicinalité espagnole. Pour que cet appel soit mieux compris, mieux entendu de tous les citoyens, il faut gagner d'abord, dans leur esprit, par le développement rapide de l'instruction, la cause des dépenses d'utilité publique; aussi, est-ce dans ce but que nous avons tant insisté déjà sur la nécessité d'établir le plus grand nombre possible d'écoles primaires.

Il n'y a que les peuples dont l'intelligence et le travail sont fécondés par l'instruction, qui sachent apprécier les améliorations inspirées par les gouvernements, et en supporter allégrement les charges. Ceux qui croiraient dans l'ignorance ne sortent jamais des ornières de la routine, et la moindre dépense d'utilité publique devient pour eux un prétexte de récriminations acerbes et souvent d'insurrection.

La position financière de l'Espagne n'est pas très-brillante, et cependant nous n'hésitons pas à proclamer que le seul moyen de l'améliorer est de ne reculer devant aucune dépense productive. L'économie politique n'est pas l'épargne, c'est l'art de dépenser utilement et fructueusement.

Les nations sages et instruites ne font jamais faillite; elles ont sur les individus le privilège de l'immortalité; aussi peuvent-elles s'enrichir par les emprunts et les impôts, sans s'exposer à la honte de déposer leur bilan. Si, en faisant une dépense de cinq pour cent, par exemple, pour ses routes et ses chemins, l'Espagne réussit ainsi à se mettre au niveau des autres contrées, n'aurait-elle pas gagné 55 pour 100 sur les 40 pour 100 qui nous paraissent donner la mesure assez exacte de son infériorité actuelle?

Nous expliquerons dans un prochain article quelques unes des combinaisons financières qui seraient susceptibles d'amener ce précieux résultat.

C. DE SAULNIERS.

REVUE POLITIQUE.

L'acquiescement de Bernard à Londres ne met pas fin aux débats de ce conspirateur avec la justice. Mis en liberté sous caution, il comparaitra prochainement devant la cour du banc de la Reine comme prévenu de conspiration, et il est fort probable que les juges de ce haut tribunal se montreront beaucoup moins inclinés à l'indulgence que les jurés de la cour criminelle centrale.

On écrit de Bucharest que le Divan moldave ayant discuté la question de liberté religieuse en est arrivé à cette conclusion que le culte mahométan doit être exclu des principautés.

La Gazette de Vienne assure même que cette demande singulière a été appuyée par les représentants de la France, de la Russie, du Piémont et de la Prusse.

Nous considérons comme fort inexacte l'assertion de la Gazette de Vienne; mais la proposition du Divan moldave n'existe pas moins.

Voilà pourtant à quelles exagérations on entraîne une province lorsqu'on favorise ses velléités d'indépendance, ses desirs de réorganisation nationale, au mépris des droits souverains du Sultan et de l'intégrité de l'Empire.

La Sublime-Porte qui laisse dans tous ses états une si grande liberté à l'exercice des divers cultes et qui voit sans cesse les gouvernements de l'Europe se montrer si justement exigeants pour le respect de cette liberté, n'a pas dû être peu surprise d'apprendre qu'une province entend exclure de son sein la religion professée par le chef de l'Etat lui-même et par un nombre immense de ses sujets.

Un ukase récent du Czar Alexandre II confirme ce que nous disions avant-hier de l'état embarrassé des finances russes en annonçant la démission du ministre qui les gérât depuis six ans.

Cet ukase élève de cinq copecks par rouble les droits d'importation et d'exportation, et décide que cette augmentation de recettes so-

ra appliquée aux dépenses de construction des chemins de fer.

On assure que l'ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg, M. le comte Valentin Esterhazy a demandé à être remplacé et désire quitter la diplomatie.

La Gazette de Cologne assure que le prince royal de Naples, duc de Calabre, va arriver à Vienne, où il doit épouser la princesse Hélène, sœur aînée de l'Impératrice d'Autriche.

Enfin, plusieurs correspondances nous affirment que la Reine de Hollande arrivera à Paris le 10 mai, après avoir séjourné à Stuttgart pendant quinze jours.

Le prince royal de Wurtemberg arrivera trois jours après sa sœur à la cour des Tuileries.

Les nouvelles de France n'offrent aujourd'hui aucun intérêt. Le seul fait qui mérite quelque attention est le refus de l'Empereur de provoquer le retrait de la loi qui, depuis l'année dernière, frappe d'un impôt les ventes de valeurs mobilières.

Les compagnies des chemins de fer français avaient récemment réclamé contre cette loi et contre plusieurs décrets; mais l'empereur a déclaré qu'une législation doit l'initiative était due au corps législatif lui-même, et qui a été l'objet d'une discussion très-approfondie, ne saurait être supprimée. Son application est, du reste, a dit S. M., de date trop récente pour qu'on puisse se former une opinion sur son mérite et ses résultats.

A. DE LANNAU-ROLLAND.

CORTES.

SÉNAT.

Le Sénat a continué à s'occuper hier de la loi sur les mines dont les 100 premiers articles ont été approuvés sans discussion, si nous en exceptons l'article 35 combattu par M. Ferrer et défendu par M. Olivan, l'article 59 retiré par la commission à suite d'un amendement de M. Cerrageria, et l'article 79 qui a été l'objet de quelques observations de la part de MM. Cerrageria et Infante, mais dont la rédaction proposée par la commission a enfin obtenu l'approbation de la haute Chambre. Il en a été de même pour l'article 100 dont la teneur avait été attaquée par M. le marquis de Miraflores à qui M. le ministre des travaux publics a répondu.

L'ouverture de la séance, M. Francisco Carbonell, nommé récemment sénateur, avait prêté serment et pris place parmi ses honorables collègues.

La discussion de la loi sur les mines a été suspendue et la Chambre a dû s'occuper un instant du rapport de la commission mixte du chemin de fer de Palencia à la Coruña et Vigo. Le chemin de fer a été voté définitivement par 92 voix contre 12. Le projet de loi sur les droits des ministres en non activité (derechos de cesantia) et celui qui accorde une pension à Mme Juana Amuso ont été également approuvés; le premier par 77 voix contre 25, et le second par 52 contre 8.

La séance a été levée à 5 heures. Ordre du jour, pour aujourd'hui, continuation de la discussion de la loi sur les mines.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Un public nombreux, attiré sans doute par l'espoir d'une séance intéressante et animée, remplissait les tribunes dès l'ouverture de la séance. Cet espoir a été certainement déçu. Jamais séance n'a été plus paisible et plus dénuée d'importance et d'intérêt, du moins au point de vue de la discussion, qui, comme la veille, eut pour objet le budget de l'administration de la guerre.

M. Lopez Serrano combattant le rapport de la commission entra dans l'analyse de l'ensemble du budget, analyse qu'il présenta à l'attention distraite de la Chambre dans la même forme et appuyée des mêmes arguments adoptés par les honorables membres qui l'avaient précédé à la tribune. Le préopinant s'est pourtant donné bien de garde d'accepter comme vraie la déclaration de M. le ministre de la guerre relativement à la modicité relative de son budget. Il a produit, au contraire, des chiffres qui la détruiraient. Quelques unes des idées émises par le général San Roman, n'ont pas non plus trouvé grâce devant S. S., qui ne partage nullement les convictions de son honorable collègue relativement au système d'administration militaire, au matériel de guerre, à la situation des brigadiers et au nombre des officiers généraux.

Le long discours de S. S. a duré jusqu'à 4 heures.

M. le ministre de la guerre a donné lecture d'une dépêche télégraphique de Paris qui témoi-

gne que le bruit relatif à la déclaration de guerre des Etats-Unis et la dépêche télégraphique communiquée dernièrement à la Chambre par M. Gutierrez de la Vega, n'avaient d'autre source et d'autre fondement que le contenu d'une lettre insérée dans la Patrie et adressée à ce journal par un de ses correspondants d'Amérique, lettre qui, comme on le voit, n'a absolument aucun caractère sérieux et moins encore officiel.

M. Villaurrutia, dont l'interpellation à M. le ministre des Finances avait été fixée à cette séance, a pris la parole.

L'honorable député a eu connaissance d'un avis publié par la commission de statistique qui prescrit aux propriétaires de maisons, dans les villes, de signaler l'augmentation des prix de leurs locations. Il s'étonne de cette mesure qui lui semble exclusive, et demande qu'elle s'étende à tous les contribuables en général.

M. le Ministre a donné quelques explications sur les motifs de la mesure qui a éveillé l'attention de M. Villaurrutia et offert de proroger le délai indiqué dans l'avis de la commission, de manière à sauvegarder les intérêts des contribuables, autant du moins que les besoins du service pourront le permettre.

Après cet incident, la discussion du budget a repris son cours.

M. San Roman a repoussé quelques-uns des arguments de M. Lopez Serrano, et a bientôt cédé la parole à M. Alejandro Castro, membre de la commission. L'honorable député a combattu le budget parce que, dans son opinion, il est mesquin, et l'effectif qu'il marque absolument insuffisant. Il déclare qu'il a signé le rapport de la commission parce qu'il lui a paru qu'elle ne peut proposer une augmentation sur les chiffres que le gouvernement lui-même a présenté comme suffisants. Les arguments de S. S. n'ont manqué ni de force ni de convenance.

La séance a été levée à 6 h 1/4.

A. MONTEBIEU.

EXTERIEUR.

CHINE.

Il eût été bien surprenant, par le temps de correspondances où nous vivons, qu'un journal français n'eût pas reçu une correspondance particulière de Canton. Pendant la guerre de Crimée, chaque journal avait devant Sébastopol une historiographie spéciale dont les lettres pleines de fantaisie et d'humeur rendaient souvent la physionomie du siège d'une manière plus originale que les bulletins officiels. De toutes ces lettres réunies on eût fait un amusant volume.

L'expédition de Chine ne paraît pas devoir être aussi féconde en récits épistolaires. Le service de la poste aux lettres n'est pas organisé à Canton comme il l'était à Kamiesch, et les marins n'écrivent pas aussi volontiers que les troupiers. Jusqu'à ce jour tous les détails particuliers sur Canton nous sont parvenus par la voie de journaux et des correspondances d'Angleterre.

Voici cependant une lettre authentique écrite sur papier de Chine et qui porte le timbre de Canton. Elle a été adressée par un lieutenant d'infanterie de marine à son frère qui vient de partir, à l'autre bout du monde, pour la station navale de Terre-Neuve. J'ai pu transcrire, avec l'autorisation de la famille quelques passages de cette lettre que vous pouvez intituler sans crainte:

Correspondance particulière de Canton.

...Canton est en état de siège, et nous aussi. Si les Chinois ne peuvent sortir de la ville, il ne nous est guère permis d'y entrer.

De mon corps-de-garde en bambou, qui domine la haute ville, je suis un peu comme Moïse sur le Mont Nébo, contemplant de loin les merveilles de la Terre-Promise.

Encore suis-je plus favorisé que plusieurs de mes camarades qui n'ont pas mis pied à terre.

Si nous retournions demain en Europe, plus d'un parmi nous n'aurait pas vu la ville qu'il a prise, et dont nous occupons la banlieue, ce qui ne l'empêcherait pas, sans doute, d'en raconter de belles sur les Mandarins, les bateaux de fleurs et les petits pieds des chinoises.

Le gerant d'une factorerie américaine avec qui j'ai fait connaissance, m'a enfin procuré, ces jours derniers, l'occasion de voir un quartier de la ville où pénètrent journellement, les Anglais qui l'ont déjà baptisé *New China Street*. Quelles rues singulières! On se croirait dans un décor de théâtre ou entre deux paravents. Il paraît qu'avec de l'argent on est aussi bien reçu à Canton qu'à Paris. Nous sommes entrés dans plusieurs magasins moins chinois que celui de la rue Vivienne. On a commencé par nous offrir une tasse de thé, politesse intéressée qui oblige les chaland à acheter. J'ai marchandé un porte-cigares en laque et je l'ai payé beaucoup plus cher qu'à Paris où je crois que l'on

n'avait ni la beauté, ni l'éclat d'Alexandrine, mais tous les sentiments, toutes les émotions se peignaient sur son visage, et lui prêtaient une expression dont rien ne pourrait rendre le charme et la séduction. Les deux sœurs s'aimaient tendrement; seulement l'une commandait, comme l'autre obéissait, sans le savoir, et quand on parlait de Mlle du Rosier, c'était toujours d'Alexandrine qu'il s'agissait. On connaissait à peine la sœur cadette en dehors des amis intimes de la maison, et ceux-là croyaient qu'elle n'atteindrait pas sa majorité.

Le petit roman noué entre Mlle du Rosier et M. de Mauvezin durait déjà depuis huit ou dix jours, lorsqu'une autre valse procura à celui-ci l'occasion de porter la question sur le terrain plus sérieux du mariage.

Je ne veux rien faire sans votre agrément, dit-il; si j'ai le bonheur de vous obtenir, c'est à vous seule que je veux le devoir.

Mlle du Rosier trouva ses sentiments pleins de délicatesse; ils étaient seulement pleins de prudence et d'hésitation. M. de Mauvezin savait, à n'en pas douter, que toutes les demandes adressées directement à M. du Rosier, avaient été repoussées; mais ce qu'on lui avait dit de la tendresse du père pour la fille lui permettait de croire que si Alexandrine se chargeait des négociations, le succès en était assuré.

— Eh bien! répondit Alexandrine, voyez mon père... Un avocat sera près de lui pour défendre votre cause.

Ce n'était pas là tout à fait ce que désirait Anatole, mais l'invitation était trop directe pour qu'il pût l'éluder.

(La suite au prochain numéro.)

fabrique toutes les chinoïseries vendues ici. La seule chose un peu originale que j'ai vue dans tout le magasin, c'est un jeu d'échecs en corne de rhinocéros dont chaque pièce représente un personnage plus ou moins fantastique. On nous fit passer dans l'arrière boutique où l'on nous montra des caricatures assez bien réussies de Mandarins et d'Anglais; (il est probable qu'on montre notre charge aux Anglais et aux Mandarins). Une des pages de ce charivari chinois représentait le vice-roi Yeh, assis à bord de l'*Inferrible* entre le baron Gros et lord Elgin; il portait la main au plat en disant: «Donnez-moi la poule; et je vous donnerai le riz».

Je m'étais laissé dire que les bateaux de fleurs de Canton étaient de petits Paradis de Mahomet où l'on pouvait contempler sans voiles mystérieuses les almées et les houris du Céleste Empire. Je n'ai pu pénétrer dans ces jardins flottants; mais un de nos chirurgiens de marine a pu grâce à l'état de siège, et sous prétexte de police sanitaire, visiter un des ces harems chinois. Que se passe-t-il dans ces bateaux? c'est ce que nous n'avons jamais pu savoir. On y joue, on y fume, on y prend le thé. Les dames de l'équipage servent à boire, ou tiennent les cartes. Quant à la spécialité de galanterie que l'on prête à ces embarcations, rien n'est moins certain. Je crois que l'on calomnie les Chinois des deux sexes. Les dames chinoises vivent très retirées. Je n'en ai encore vu qu'une seule depuis six semaines; encore est-ce à travers les rideaux de son palanquin. Ne croyez donc pas Voltaire quand il insinue que si les chinoises ont de si petits pieds, c'est pour s'ôter les moyens de fuir.

Les apothicaires de Canton sont de vrais personnages de comédie et rappellent par plus d'un trait ceux de Molière. Ils sont pourvus, selon la formule d'une énorme paire de lunettes et passent le temps à moudre le *ginseng*, herbe de longue vie, ou à nettoyer des nids d'hirondelle dont on fait des potages à la bisque chinoise. Les remèdes sont étiquetés dans de petits tiroirs. On lit sur la muraille des sentences dans le genre de celles-ci:

«Il faut deux yeux au pharmacien qui achète des drogues, il n'en faut qu'un au médecin qui les emploie: le malade qui les prend doit être aveugle».

Nous sommes ici très sujets aux ophtalmies. Les indigènes croient s'en guérir en se faisant gratter par les barbiers l'intérieur de la paupière. Les barbiers vendent aussi du fard aux dames chinoises qui se peignent la figure à esquisse autant que certaines françaises de ma connaissance.

Canton, en temps de paix est une foire perpétuelle. Malgré l'état de siège, on y voit encore beaucoup de charlatans et de saltimbanques. Les phénomènes chinois auraient un grand succès chez nous: on ne manquerait pas de les présenter à l'académie de médecine. J'ai vu une poule qui marchait avec des pattes de canard. C'est un marchand de Volailles qui avait tenté et réussi cette greffe animale. La suture est pratiquée avec une grande habileté et les Chinois admirent beaucoup ce rare phénomène. Un autre s'est livré à l'industrie des monstres végétaux. Il montre des fleurs hybrides de toutes les couleurs, des graines bizarres accouplées, des fruits de plusieurs espèces poussant sur le même arbuste. D'autres font des tours de force et d'adresse. Les Chinois sont les premiers équilibristes du monde et jonglent aussi adroitement que les Indiens. J'en ai vu un qui fumait par l'oreille et rendait la fumée par la bouche.

On joue ici la comédie en société. Chaque Mandarin un peu haut placé entretient ou subventionne un petit théâtre. Le répertoire chinois est dit-on, très varié et très original. On n'a parlé d'une pièce en vogue: *L'Amour des fleurs*, qui rappelle le sujet de *La Dame aux Camélias*. La sultane d'un bateau fleuri est amoureuse d'un jeune lettré et l'a lié à elle par un cordon de soie invisible qui l'empêche de s'éloigner. Mais un rusé Mandarin, épris de la belle, a éventé le sortilège: il coupe le fil avec des ciseaux magiques et Néa pleure son infidélité. Pour s'étourdir, elle s'enivre d'opium, et dans son sommeil, recite un sonnet de tragédie. Le Mandarin va abuser de la situation quand le jeune Tsao revient et renoue sa chaîne. Mais il est trop tard. Néa est endormie pour toujours et l'Amour des fleurs s'envole vers les jardins célestes.

Et maintenant si vous voulez savoir mon opinion sur l'expédition de Chine, je vous dirai qu'elle a pour nous Français, une importance capitale. Du moment où nous ne commercerons pas avec la Chine, comme les Anglais et les Américains, nous devons du moins faire acte de puissance de premier ordre. Si nous n'envoyons pas à Canton des navires marchands, c'est une raison de plus pour y avoir des vaisseaux de guerre. Les Chinois savent parfaitement faire cette différence et distinguer toute intervention toute politique de l'intervention toute commerciale des Anglais et des Américains. Un de nos dignes missionnaires m'assura qu'on recevait volontiers une légation française à Pékin; mais que l'esprit de conquête et le génie mercantile de la race anglo-saxonne existent avant tout les appréhensions du Céleste Empire.

Ici le correspondant se livre à des appréciations personnelles que nous ne jugeons pas à propos de

Mlle du Rosier ne dormit pas de la nuit. L'aventure qu'elle avait fait implicitement à M. de Mauvezin ne laissait pas de la troubler beaucoup. Elle s'étouffait que sa fierté ne l'eût pas mieux défendue contre son propre entraînement, et cependant elle était joyeuse de sa confusion. Elle assistait en esprit à la visite de M. de Mauvezin et lui soufflait ce qu'il avait à dire; quand la fatigue lui faisait fermer les yeux, elle se voyait en robe de dentelle avec le blanc de ses mariées dans la cathédrale de Moulins, où une grande foule s'agitait, et elle se réveillait en sursaut. Elle s'irritait de sa propre émotion et ne parvenait pas à la dominer.

La jeunesse était cette fois plus forte que sa volonté. L'insomnie dura toute la nuit avec des intermittences de rêves bizarres, mais jamais Alexandrine ne fut si heureuse.

Un jour se passa, puis deux, puis quatre, et son père ne lui parla pas. Ce long silence étonnait Mlle du Rosier, qui n'y trouvait pas d'explication naturelle. Après que la semaine se fut écoulée, son anxiété devint extrême. Le dimanche suivant, à l'issue de la grand-messe, où elle se trouvait avec sa sœur et Mme de Fougères, M. de Mauvezin la salua. Mlle du Rosier comprit qu'il cherchait à l'aborder; elle ralentit sa marche, très-ému, et profita d'un groupe qui la séparait de sa compagne, Anatole s'approcha d'elle.

— J'ai parlé, lui dit-il très-bas et très-vite.

— Eh bien? fit-elle en levant les yeux.

— Rien... il veut voir, il veut réfléchir... et en attendant je suis au désespoir... je me meurs.

(La suite au prochain numéro.)

Telle était la situation de la famille du Rosier au mois d'avril 1852, quinze jours après l'arrivée de Mme Fougères. Cet hiver-là, M. du Rosier avait donné plusieurs grands dîners et deux bals qui avaient épuisé ceux du receveur général.

Parmi les jeunes gens qui, pour nous servir d'une expression consacrée à Moulins quand il s'agitait de Mlle du Rosier, aspiraient à la main de l'héritière, et on aurait pu en compter une douzaine, il en était deux qui se détachaient de la masse comme les vedettes d'un escadron en campagne. L'un de ces prétendants s'appelait Anatole de Mauvezin, et l'autre Evariste. Eux seuls paraissaient avoir quelque chance de réussir auprès de la jeune fille. Anatole appartenait à l'une des familles les plus considérables de l'arrondissement, qui voulait le pousser dans la magistrature, où les éruditions ne sont jamais élevées. Une bonne dot n'était donc pas à dédaigner. Evariste avait quelques liens de parenté éloignée avec Mlle du Rosier et une position indépendante. Tous deux semblaient l'aimer également; mais un observateur intelligent n'aurait pas tardé à démêler que l'un mettait son esprit seulement, et l'autre, Evariste, tout son cœur dans cette affaire. Ce même observateur aurait bientôt découvert aussi que la personne la plus intéressée à bien choisir donnait la préférence à M. de Mauvezin.

M. de Mauvezin était ce qu'on appelle communément un bel homme; il avait la taille haute et bien prise, de grands yeux noirs, une profusion de cheveux qui faisaient naturellement les traits fermes et réguliers. A cheval, le sabre au poing et la cuirasse sur le dos, il aurait été superbe; mais cette enveloppe magnifique ne cachait rien.

Il ne faut pas de gâcher... il n'y a que l'écorce, disait M. Deschappelles. C'est pourtant ce dont Mlle du Rosier, malgré sa vive intelligence, ne s'apercevait pas. Pourquoi cette nature élégante, spirituelle, et qu'on pouvait accuser, non sans raison, d'être encline au dédain, aimait-elle cette organisation un peu commune et cet esprit vulgaire? C'est ce qu'il est impossible d'expliquer. Cela était: Evariste le voyait bien, mais il fermait les yeux pour ne pas le voir.

Un soir qu'il y avait grand bal à la préfecture, M. de Mauvezin profita du tête-à-tête que lui ménageait une valse pour faire l'aveu de ses sentiments à Mlle du Rosier. Alexandrine était ce soir-là plus brillante que jamais. Une couturière de Paris lui avait envoyé ce qu'il y avait de plus frais et de plus coquet en fait de modes nouvelles; et l'admiration ou cette merveilleuse toilette le jeta, fut pour Anatole un prétexte de donner un libre cours à la passion dont il se sentait dévoré, disait-il, depuis qu'il avait eu l'honneur d'être présenté à Mlle du Rosier.

Pardonnez-moi, mademoiselle, ajouta-t-il en forme de péroiraison, je n'ai pu résister à l'ardeur du sentiment qui m'entraîne. Heureux celui qui vous appartient!

Tout ce beau discours ne sentait pas l'improvisation, et Mlle du Rosier ne s'y serait pas trompée, si elle avait eu la libre disposition d'elle-même; mais son cœur plaidait pour Anatole, et elle n'en tendit que ce qu'elle voulait entendre. Elle regarda M. de Mauvezin d'un oeil où le courroux ne se montrait pas, et en la reconduisant à sa place, le beau valseur put croire que la rebelle était enfin soumise.

